



## [ Les leçons du feuilleton de la LME

La Loi de Modernisation de l'Economie (LME) a été adoptée, non sans mal et rebondissements pour notre profession. Elle marque un tournant dans l'histoire de notre réglementation car, pour la première fois, notre périmètre d'activité est restreint et il s'en est fallu de très peu pour qu'une nouvelle forme de concurrence soit créée.

ECF a combattu de toutes ses forces contre des mesures jugées inacceptables. Nous avons été solidaires des deux institutions et avons même pris des initiatives quand nous jugions leur réaction insuffisante. Maintenant que tout est terminé ou presque, il convient de dresser le bilan, et pour ceux qui gouvernent la profession de rendre des comptes. Prenons un peu de recul sur l'évènement, et posons-nous les bonnes questions. Un projet de loi ne se découvre pas du jour au lendemain, au hasard d'un article ou d'un amendement. Qu'ont fait nos institutions nationales pour anticiper ces nouvelles mesures ? Et il est même légitime de se demander si celles-ci ne sont pas la conséquence de certains de leurs choix !

Le refus de la majorité IFEC des deux institutions de traiter des sujets d'avenir la place dans **une position de responsable et de coupable** !

La faute de la Compagnie nationale a été de s'obstiner à défendre un modèle unique d'exercice du commissariat

aux comptes. Depuis la LSF en 2003, la CNCC n'a eu de cesse de vouloir « relever le niveau », comme si la profession était fautive. Alors que l'objectif essentiel de la LSF était de séparer nettement l'audit et le conseil, l'institution a retenu comme devise « **un audit est un audit** », faisant sienne la réglementation anglo-saxonne qui a la particularité de ne pas s'appliquer aux petites entités.



Philippe Arraou  
ph.arraou@acee.eu

La demande du législateur visant à donner un cadre à nos normes d'exercice professionnel était une occasion parfaite dont la Compagnie n'a pas su profiter ; la nouvelle écriture dans une expression simplifiée, réduite aux grands principes, ouvrait la voie. Encore fallait-il continuer cet exercice par la rédaction de guides d'application, permettant de différencier la déclinaison de ces normes en fonction de l'entité auditée. Cela aurait permis d'alléger

nos diligences auprès des PME dans de nombreux domaines. L'orientation politique prise par la CNCC a eu deux conséquences. La première a été de lasser bon nombre de professionnels par un contrôle qualité aux effets dévastateurs. Alors que ce contrôle devrait remplir une fonction pédagogique, il a été le bras armé d'une politique de nettoyage. La seconde a été d'éloigner le commissariat aux comptes des réalités de la petite entreprise, en alourdissant de façon exagérée son formalisme. Comment s'étonner dès lors que les dirigeants d'entreprises expriment un mécontentement et revendiquent un allègement ? Le commissariat aux comptes est perçu aujourd'hui comme une contrainte, ce qui explique sa suppression dans les petites SAS.

Notre sort n'est pourtant pas encore totalement connu avec la publication de la LME puisqu'un décret est annoncé, qui fixera les seuils en deçà desquels le commissariat aux comptes ne sera plus une obligation pour les SAS. Nous sommes attendus par les pouvoirs publics. Si la profession est capable de définir un mode d'exercice adapté à la PME, alors oui le commissariat aux comptes pourra être maintenu dans les petites entités ; et pourquoi pas, rêvons un peu, être étendu à d'autres formes juridiques (SARL, entreprises individuelles) ?

L'enjeu est essentiel pour la pérennité de l'exercice de la mission légale par les professionnels libéraux. N'oublions pas que celle-ci permet l'accueil des stagiaires et l'unité de la profession. La réduction drastique du nombre de mandats et son corollaire, à savoir une concentration dans les mains de quelques cabinets, constituent un projet politique auquel nous nous opposons depuis toujours. Voilà pourquoi nous demandons depuis des années la création d'un département PME au sein de la CNCC et l'écriture d'une norme PME.

Espérons que la Compagnie saura sortir de ses limites habituelles et faire preuve d'imagination pour ce projet de norme. ECF participera au projet et apportera ses propositions, bâties depuis fort longtemps, mais toujours rejetées. Nous pensons que la voie à suivre est de développer la complémentarité de la mission légale avec celle de l'expert-comptable. Si cette notion est innovante pour notre réglementation, elle est l'évolution logique correspondant à la réalité des petites entreprises. Il faut faire très vite, car nous n'avons que quelques semaines pour présenter le projet à la Chancellerie.

**L'erreur du Conseil Supérieur de l'Ordre a été de penser que les organismes de gestion agréés (OGA) devaient intégrer notre profession.** Nous savons tous que la majoration de 25% qui frappe les entreprises non adhérentes est condamnée. Elle a failli disparaître avec la dernière loi de finances et disparaîtra certainement avec la prochaine. Sa suppression pose clairement la question du devenir des OGA. D'où la proposition surgie pendant le débat parlementaire de transformer les OGA en AGC, c'est-à-dire en

associations de gestion comptable, inscrites au Tableau de l'Ordre. Il est vrai que certains organismes agréés tiennent des comptabilités et notamment les associations agréées de professions libérales, mais cela n'est pas le cas de toutes. La conséquence d'une telle mesure aurait été l'irruption dans notre périmètre d'acteurs nouveaux dont ce n'est pas le métier. De plus, l'inscription en AGC supprimait les limitations « naturelles » de ces OGA, qui auraient pu proposer leurs services à toute entreprise. Cette nouvelle forme de concurrence était inacceptable pour ECF. Nous avons donc alerté le Conseil supérieur, qui était prêt à accepter cette idée, et qui a revu sa position grâce à nous.

Le visa fiscal accordé aux experts comptables était un trompe-l'œil qui cachait une réalité aux conséquences dramatiques. L'intérêt de la profession comptable est que les OGA restent cantonnés dans leur mission. C'est ce qu'ECF propose depuis fin 2007.

Nous réclamons la constitution d'un groupe de travail réunissant toutes les parties intéressées : Ordre, syndicats et OGA. Nous avons pu travailler avec ces derniers pendant la crise de la LME et la proposition bâtie avec eux s'est avérée la bonne. ECF avait vu juste et il est regrettable que nous n'ayons pas été entendus plus tôt. Il est surtout regrettable que la profession n'ait pu profiter de cette loi pour obtenir une avancée en matière de mission fiscale à titre principal. Quel dommage !

## <sup>+</sup> POUR UN GRENELLE DE LA PROFESSION COMPTABLE

La secousse que nous venons de subir avec la LME montre la légèreté avec laquelle un pouvoir politique peut décider de notre avenir. Que ce soit pour le commissariat aux comptes ou pour l'expertise comptable, nos périmètres d'exercice sont fragiles. Nous ne pouvons rester dans une position attentiste. Il est temps d'agir. Il est temps que notre profession fasse des propositions, porteuses d'avenir et de croissance pour nos cabinets. Il est temps de construire la profession comptable de demain.

ECF est convaincu que c'est dans le dialogue et la concertation que l'avenir de la profession se fera. A nouveau force de propositions, nous convions toutes les forces vives de la profession et du monde de l'entreprise à un **Grenelle de la Profession Comptable**. Lors de notre congrès annuel, en présence du ministre Hervé Novelli, nous avons réuni les parties concernées et leur avons proposé de construire ensemble leur avenir. La profession comptable doit jouer un rôle moteur pour éviter de revivre les affres de la LME. Nous devons agir plutôt que subir !